

Nous savons quelles négociations se déroulaient à ce moment-là. C'est dans ce contexte, je crois, qu'il faut comprendre les efforts du premier ministre, en particulier l'annonce de son initiative de paix dans le discours qu'il a prononcé à Guelph, le 27 octobre. Le premier ministre a énoncé cinq propositions précises dans ce discours, mais le message central sur lequel il a insisté était la nécessité d'un sursaut ou d'une impulsion politique à un haut niveau pour accélérer la marche des négociations sur le contrôle des armes nucléaires, sur la réduction des armes classiques et sur les mesures de confiance et de sécurité. C'était là le thème principal du message du premier ministre, soit que nous devions essayer de revigorer un système qui était presque paralysé, où le dialogue avait pour ainsi dire cessé et où l'on mettait tellement l'accent sur les belles paroles qu'elles étaient presque devenues le principal instrument de la diplomatie.

Je ne reprendrai pas tous les points du discours du premier ministre, mais je voudrais parler de deux d'entre eux. L'un a trait à sa proposition voulant qu'on relève le seuil nucléaire en Europe en concluant une entente sur un équilibre des forces classiques en Europe. Le premier ministre avait de bonnes raisons de mentionner les pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces, ou MBFR comme on les appelle ordinairement. Il avait de bonnes raisons de mentionner ces pourparlers parce qu'ils se poursuivaient depuis près de dix ans et n'avaient pas encore eu les résultats qu'on espérait au départ. Le deuxième point établi dans ce discours et que je veux mentionner était le désir du premier ministre d'aiguillonner réellement et politiquement les travaux de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement. Je mentionne ces deux aspects du discours du premier ministre, soit les pourparlers MBFR et la Conférence de Stockholm, parce qu'ils touchent de très près le dialogue politique qui se poursuit actuellement entre l'Est et l'Ouest.

La réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN tenue à Bruxelles en décembre a permis aux ministres et aux gouvernements qu'ils représentaient de faire connaître leur réaction devant la situation qui existait à ce moment-là. Le déploiement avait commencé. Les négociations entre l'Union soviétique et les États-Unis avaient été interrompues ou étaient sur le point de l'être. C'est à ce moment difficile que nous nous réunissions. Il est vrai qu'un certain nombre de parlements européens avaient d'emblée appuyé le déploiement, mais les populations s'inquiétaient beaucoup de la situation difficile qui existait à ce moment-là. Je pense que la réunion de l'OTAN a été très importante. La première initiative qu'ont pris les ministres a été de publier un document qui a été qualifiée de «Déclaration de Bruxelles». Un communiqué a également été émis, mais la «Déclaration de Bruxelles», qui était plus brève, devait résumer l'attitude de l'Ouest à l'heure actuelle face à l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique. Dans cette déclaration, les ministres disaient respecter les intérêts légitimes de l'Union soviétique en matière de sécurité et ils s'engageaient de nouveau à rechercher la sécurité en fonction d'un équilibre des forces au plus bas niveau possible. Ils affirmaient aussi leur intention de faire tout en leur pouvoir pour assurer au monde un avenir sûr et paisible et pour tenter, de concert avec l'Union soviétique et les autres pays membres du pacte de Varsovie,

afin d'établir une relation équilibrée et constructive basée sur l'équilibre, la modération et la réciprocité.

• (1710)

Selon moi, c'était là des notions très importantes qui, selon les gouvernements des pays membres de l'OTAN, devaient servir de fondement à nos relations futures avec les pays de l'Est. Les ministres lançaient enfin un appel pour qu'on entame un dialogue politique ouvert et empreint de compréhension. C'est ce que le premier ministre recherche et je suis persuadé que c'est un objectif que partagent tous les députés et tous les Canadiens qui s'inquiètent de l'avenir du monde et qui déplorent que nous ayons à faire valoir nos droits dans l'intérêt de la paix.

La deuxième déclaration des ministres touchait les négociations MBFR dans l'impasse depuis dix ans maintenant, l'Est ayant fait des propositions auxquelles l'Ouest n'a pas encore réagi globalement. Les ministres ont convenu d'examiner l'état des négociations afin de voir si elles pourraient progresser. On espère pouvoir les reprendre au cours de l'année, quand les ministres de l'OTAN seront en mesure de répondre aux propositions de l'Est de manière à garantir une évolution. Tel est du moins le point de vue du Canada. Notre pays voudrait aussi que les ministres puissent assister à ces négociations. Il faudrait que les circonstances s'y prêtent, notamment qu'il y ait la garantie d'un certain progrès, mais je vois là un autre forum d'opinion au sein duquel il serait utile de donner un nouveau coup de barre politique.

La réunion de décembre a également donné lieu à une décision concernant la Conférence de Stockholm. On a convenu que la Conférence aurait lieu au niveau ministériel, la présence des hommes politiques étant souhaitable, afin de ne pas la limiter aux seuls fonctionnaires et ambassadeurs, malgré toute leur importance. Il est bon, en effet, que les hommes politiques y participent, comme gage de l'importance qu'ils attribuent au dialogue général dans la promotion de la paix. C'était là une décision des ministres de l'OTAN et, par conséquent, les ministres de l'Europe de l'Est, dont M. Gromyko, étaient présents à la Conférence de Stockholm. Je dirais peut-être un mot à ce sujet un peu plus tard, mais je pense que tous ceux qui étaient présents admettront qu'il était important que les ministres, c'est-à-dire des hommes politiques, y assistent. Cette conférence a donné lieu non seulement à des discours, mais aussi à de nombreux entretiens bilatéraux en marge des réunions.

A l'OTAN, la quatrième décision importante qui a été prise, était le réexamen de l'état actuel des relations Est-Ouest. Cette initiative avait été suggérée par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, M. Tindemans, qui estimait nécessaire de réexaminer les aspects politiques du rapport Harmel et qui jugeait que l'OTAN devait étudier—à mon avis du moins il essayait de demander à l'OTAN de réévaluer la situation actuelle en vue du déploiement et des autres événements—devait donc considérer l'avenir pour savoir quels points inscrire à l'ordre du jour du dossier des relations Est-Ouest. Ce réexamen doit être effectué très soigneusement de façon à communiquer au monde un message substantiel.